

DIRECTION des FINANCES  
de la COMPTABILITE  
et de l'ADMINISTRATION  
DEPARTEMENTALE  
2ème Bureau  
DIR/2 CL.

COPIE

Concession à la commune de NOIRMOUTIER-en-l'ILE  
de l'établissement et de l'exploitation d'un port  
de plaisance à Noirmoutier.

Le PREFET de la VENDEE  
Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu le décret n° 57-657 du 22 Mai 1957 portant codification des textes  
législatifs concernant l'administration communale ;

Vu le décret n° 69-140 du 6 Février 1969 modifié par le décret n° 71-827  
du 1er Octobre 1971, relatif aux concessions d'outillage public dans les ports mariti-  
mes ;

Vu la délibération, en date du 27 Août 1966, du Conseil Municipal de la  
commune de Noirmoutier-en-l'Île demandant d'entreprendre et d'exploiter les ouvrages  
sous le régime de la concession ;

Vu la décision de M. le Ministre de l'Équipement et du Logement en date du  
25 Octobre 1967, prenant en considération le projet de cahier des charges ;

Vu l'enquête ouverte sur la demande de concession de la commune et sur le  
projet de cahier des charges de la concession ;

Vu le rapport du Directeur Départemental de l'Équipement ;

Sur la proposition du Secrétaire Général de la Vendée,

ARRÊTÉ :

Article 1er. - L'établissement et l'exploitation d'un port de plaisance à  
Noirmoutier (mouillages) sont concédés à la commune de Noirmoutier-en-l'Île aux  
clauses et conditions du cahier des charges annexé au présent arrêté.

Article 2. - Le Secrétaire Général de la Vendée, le Directeur Départemental  
de l'Équipement et le Maire de Noirmoutier-en-l'Île sont chargés, chacun en ce qui  
le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes  
administratifs.

Le Roche-sur-Yon, le 28 Mars 1972

Le PREFET  
Le Secrétaire Général  
R. KARLIN

COPIE

Mairie  
Noirmoutier

CONCESSION

à la Commune de NOIRMOUTIER-en-l'ILE  
de l'établissement et de l'exploitation  
d'un port de plaisance à NOIRMOUTIER

---

CAHIER DES CHARGES:

---



PORT de PLAISANCE.

---

CONCESSION

à la Commune de NOIRMOUTIER-en-l'ILE  
de l'établissement et de l'exploitation  
d'un port de plaisance à NOIRMOUTIER

---

CAHIER DES CHARGES.

---

TITRE 1er

Objet et nature de la concession.

---

Article 1er - Objet de la concession -

La présente concession a pour objet l'établissement et l'exploitation d'un port de plaisance tel qu'il est figuré par une teinte rose sur le plan annexé au ~~1/100000~~ <sup>1/10.000ème</sup> au présent Cahier des Charges situé ~~à~~ sur la côte Nord de l'Ile de Noirmoutier.

et comprenant :

1°) les ouvrages et installations suivants qui appartiennent à l'Etat et sont remis au concessionnaire pour en assurer l'aménagement, l'entretien et l'exploitation

- néant -

2°) les ouvrages et installations suivants dont le concessionnaire assurera la création, l'entretien et l'exploitation :

- des plans d'eau d'une superficie totale d'environ 13 hectares, pour l'installation de mouillages au Bois de la Chaize, à la plage du Sableau St Pierre, aux Souzeaux et à l'Anse Rouge.

Article 2 - nature de la concession -

L'usage des installations ~~et des appareils~~ sera toujours facultatif pour le public ~~et subordonné aux nécessités du service du port.~~

~~Les parties de la concession figurées au plan ci-dessous à l'article Ier qui sont chacune canalisées pour faire l'objet d'amodiation au profit de personnes ou d'organismes de longue durée en rapport avec l'exploitation du port comme il est indiqué à l'article 26 ci-après.~~

~~Celles qui sont chacune réservées pour un objet d'amodiation d'une durée supérieure à : xxxxxxxx notamment au profit de particuliers ayant participé au financement des ouvrages comme il est précisé à l'article 26 ci-après.~~

~~Le plan comporte en outre des parties non affectées comprenant en particulier des postes d'accostage ou de mouillage réservés aux usagers de passage. Le pourcentage des postes ainsi réservés est de : xxxxxxxx du nombre total de postes du port.~~

~~Les associations sportives ou touristiques agréées pourront bénéficier dans les limites prévues à l'article 26 ci-après d'amodiation de longue durée.~~

En tout état de cause, les agents de l'Etat chargés du contrôle de la concession les agents des domaines, des douanes, de la police et de la marine auront, en tout temps, libre accès en tout point de la concession.

Le concessionnaire ne sera fondé à élever aucune réclamation dans le cas où l'établissement et l'exploitation d'un autre port public ou privé seraient autorisés à proximité de l'emplacement présentement concédé.

TITRE II

Exécution des travaux et entretien.

Article 3 - projets d'exécution -

Le concessionnaire sera tenu de soumettre au Ministre de l'Equipe-  
ment et du Logement les projets d'exécution, d'acquisition ou de modifica-  
tion de tous les ouvrages et de tous les engins à installer. Ces projets de-  
vront comprendre tous les plans, dessins et mémoires explicatifs nécessaires  
pour déterminer complètement les constructions à édifier ainsi que les dispo-  
sitifs des appareils.

Le Ministre de l'Equipe-  
ment et du Logement aura droit de pres-  
crire les modifications qu'il jugera convenables pour assurer la bonne marche  
de tous les services.

Article 4 - exécution des travaux -

Tous les ouvrages seront exécutés conformément aux projets ap-  
prouvés, en matériaux de bonne qualité, mis en oeuvre suivant les règles de  
l'art.

.../...

Article 5 - entretien des ouvrages -

Les ouvrages de la concession seront entretenus en bon état par les soins du concessionnaire de façon à toujours convenir parfaitement à l'usage auquel ils sont destinés.

Le concessionnaire prendra les mesures nécessaires pour maintenir en bon état de propreté les installations et appareils ainsi que leurs abords.

~~Le concessionnaire prendra les mesures nécessaires pour maintenir en bon état de propreté les installations et appareils ainsi que leurs abords.~~

En cas de négligence de sa part, il y sera pourvu d'office à la diligence des ingénieurs des ponts et chaussées, à la suite d'une mise en demeure adressée par le préfet et restée sans effet.

Article 6 - Frais de construction et d'entretien -

Tous les frais de premier établissement, de modification et d'entretien seront à la charge du concessionnaire.

Seront également à sa charge les frais de changements qu'il sera autorisé par le Ministre de l'Equipement et du Logement à apporter aux ouvrages du domaine public.

Article 7 - Voies publiques -      - NEANT -

~~Le concessionnaire sera tenu de se conformer à toutes les règles existantes ou à intervenir et notamment aux règlements généraux relatifs aux plans d'aménagement généraux, régionaux ou locaux, à ceux relatifs à la préservation des sites classés, au permis de construire et aux règlements de voirie pour les travaux à exécuter sur la voie publique en vue de l'établissement ou de l'entretien des divers ouvrages de la concession (voies d'accès, canalisations, ect...)~~

Article 8 - Indemnités aux tiers -

Seront à la charge du concessionnaire, sauf son recours contre qui de droit, toutes les indemnités qui pourraient être dues à des tiers par suite de l'exécution, de l'entretien ou du fonctionnement des ouvrages concédés.

Article 9 - Règlements divers -

La concessionnaire sera tenu de se conformer à toutes les règles existantes ou à intervenir et notamment aux règlements généraux relatifs aux plans d'aménagement généraux, régionaux ou locaux, à ceux relatifs à la préservation des sites classés, au permis de construire et aux règlements de voirie pour les travaux à exécuter sur la voie publique en vue de l'établissement ou de l'entretien des divers ouvrages de la concession (voies d'accès, canalisations, ect...)

Il sera également tenu de faire parvenir, dans les moindres délais les informations nautiques concernant l'établissement concédé, à l'Ingénieur du service maritime chargé de les diffuser.

.../...

Article 10 - Effets du libre usage des voies et ouvrages extérieurs à la concession -

Le concessionnaire ne pourra élever contre l'Etat aucune réclamation en raison de l'état <sup>des lieux</sup> ~~des canaux, des bassins, des chaussées et des ouvrages~~ ~~ou de~~ ou de l'influence que cet état exercerait sur l'entretien de ses ouvrages et le fonctionnement de ses installations, ~~appareils~~ et services, ni en raison du trouble ou des interruptions de service qui résulteraient, soit de mesures temporaires d'ordre et de police, soit de travaux exécutés par l'Etat sur le domaine public.

Article 11 - Délais d'exécution -

Le concessionnaire devra avoir terminé dans les délais ci-après les travaux de premier établissement des installations ~~et appareils~~ savoir :

- installation des mouillages, un an après la date de l'arrêté de concession.

Article 12 - Contrôle de la construction et de l'entretien -

Les travaux de premier établissement, de modification et d'entretien seront exécutés sous le contrôle des ingénieurs des ponts et chaussées.

A mesure que les travaux de premier établissement seront terminés, chaque installation, appareil ou groupe susceptible d'être utilisé isolément fera l'objet d'un procès-verbal de récolement dressé par les ingénieurs sur la demande du concessionnaire et le préfet, sur le vu de ce procès-verbal, en autorisera, s'il y a lieu, la mise en service.

Article 13 - Installations et appareils supplémentaires -

Le concessionnaire sera tenu, quand il en sera requis, de mettre en service des installations et appareils supplémentaires, dans la mesure qui sera déterminée par le Ministre de l'Equipement et du Logement, après avis du Ministre de tutelle, du Ministre chargé du tourisme et du secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports, pourvu qu'il n'en résulte aucune modification essentielle dans la consistance de la concession.

TITRE III.

Exploitation.

Article 14 - Ordre d'admission à l'usage des installations et appareils -

Le placement des bateaux sera assuré par le concessionnaire sous le contrôle des ingénieurs, dans les conditions fixées par le règlement prévu à l'article 22.

Sous réserve, ~~à l'exception des cas prévus par les consignes d'utilisation ainsi que des cas d'urgence dont l'appréciation appartiendra aux agents chargés de la police du port,~~ ~~à l'exception des cas prévus par les consignes d'utilisation ainsi que des cas d'urgence dont l'appréciation appartiendra aux agents chargés de la police du port,~~ des priorités qui seraient prévues par les consignes d'utilisation ainsi que des cas d'urgence dont l'appréciation appartiendra aux agents chargés de la police du port, les installations ~~et appareils~~ seront mis à la disposition des usagers suivant l'ordre des demandes déposées par eux. Toutefois l'appréciation de l'urgence résultant de dangers de navigation appartiendra dans ce cas à l'administrateur des affaires maritimes.

Les demandes seront inscrites, à cet effet, dans l'ordre et à la date de leur production sur des registres à souches tenus par les soins du concessionnaire.

.../...



Ces registres seront communiqués, sans déplacement, à toutes les personnes intéressées.

Des consignes d'utilisation pourront limiter le délai d'inscription et subordonner les inscriptions au versement d'arrhes.

~~Quand un usager inscrit ne se sera pas présenté à son rang, il prendra le premier tour dont il sera en mesure de profiter, à condition que le retard ne dépasse pas heures. Dans le cas contraire, il perdra son tour et les autres resteront acquis au concessionnaire.~~

#### Article 15 .- Obligation du concessionnaire .-

Le concessionnaire sera tenu de mettre les appareils à la disposition du public suivant les horaires prescrits par les consignes d'utilisation qui seront publiées et affichées d'une façon très visible.

Lorsque la concession comporte exécution de services, le concessionnaire doit y affecter le personnel nécessaire pour assurer la bonne utilisation du matériel conformément aux usages du port.

En cas d'urgence et à la requête de l'agent de l'Etat chargé du contrôle de la concession, le concessionnaire sera tenu de mettre immédiatement les installations et le matériel de la concession à la disposition des usagers même en dehors des horaires normaux prévus à l'alinéa 1er du présent article.

Le concessionnaire est personnellement responsable du respect des interdictions de l'article 15 bis ci-dessous. A cet effet, il doit notamment organiser, sous le contrôle des Ingénieurs du Service Maritime, un service d'enlèvement des ordures ménagères et des autres produits dont le rejet dans le port serait prohibé. Il doit également prendre toutes les précautions qui pourront lui être prescrites pour la manutention des hydrocarbures.

Le concessionnaire a, en outre, l'obligation d'assurer la surveillance, la prévention et la lutte contre la pollution du plan d'eau concédé.

Le concessionnaire est tenu de prendre toutes les mesures utiles pour éviter la pollution de la rade ou des plages, tant par des déjections que par des produits visés à l'article 15 bis ci-dessous, en provenance du port.

Ces mesures feront l'objet d'une étude que le concessionnaire devra effectuer sous sa responsabilité et faire agréer par les Ingénieurs. Ceux-ci pourront prescrire toutes modifications ou compléments qu'ils jugeront utiles. Les travaux correspondants seront à la charge du concessionnaire et devront impérativement être terminés avant la mise en service du port. Le contrôle de l'efficacité de ces mesures sera effectué par les Ingénieurs du Service Maritime. En aucun cas, l'analyse bactériologique des eaux prélevées dans ou aux abords de la passe de sortie du port ne devra montrer la présence d'éléments nocifs en quantité supérieure à ce qui est admis par les règlements en vigueur.

De plus, on devra constater à la surface des eaux sortant du port l'absence de tout déchet solide et de toute nappe d'hydrocarbure.

S'il est constaté que les mesures prises par le concessionnaire n'étaient pas suffisantes, l'Administration pourra prescrire telles mesures complémentaires qu'elle jugera nécessaires et qui devront être réalisées par le concessionnaire dans les délais qu'elle fixera.



Le concessionnaire demeure entièrement responsable des opérations de sauvetage et de surveillance à l'intérieur du plan d'eau délimité par la concession.

Les dispositions prises pour faire face à cette responsabilité, sont soumises à l'approbation de l'Administration des Affaires Maritimes et des Ingénieurs du Service Maritime.

Article 15 bis .- Hygiène du port .-

Il est interdit :

- 1° - de rejeter des déchets, des détritiques, des ordures ménagères, des décombres dans les bassins du port ;
- 2° - de rejeter tous liquides insalubres et notamment des hydrocarbures (gas-oil), mazout, fuel, essence, huiles de vidange ou de graissage) dans les bassins du port ;
- 3° - d'entreposer sur les quais tous produits susceptibles de venir secondairement polluer les eaux des bassins portuaires.

La distance maximale entre deux installations sanitaires doit être de 200 mètres.

Les poursuites contre les contrevenants aux dispositions ci-dessus seront engagées immédiatement, à la première réquisition du concessionnaire, par les agents chargés de la police du port.

Article 15 ter .-

Le concessionnaire est tenu de procéder aux travaux nécessaires pour établir le rejet en mer, en dehors des limites du port, des effluents urbains et industriels, dans des conditions au moins comparables à celles qui existaient avant la construction des ouvrages concédés : les dispositions correspondantes sont soumises à l'agrément des Ingénieurs chargés du contrôle de la concession.

Article 16 .- Signalisation maritime .-

Le concessionnaire établira et entretiendra les installations de signalisation maritime qui seront prescrites par le Ministre de l'Equipe-ment et du Logement. Il en assurera le fonctionnement sous la direction des Ingénieurs du Service Maritime.

Le matériel spécial de signalisation maritime et les pièces de rechange correspondantes nécessaires à l'entretien et au fonctionnement de ce matériel seront fournis par le Service technique des Phares et Balises.

Les dépenses de premier établissement, d'entretien et de fonctionnement des installations de signalisation maritime, y compris les dépenses de matériel spécial et de pièces de rechange ainsi que les dépenses de personnel, seront en totalité à la charge du concessionnaire.

Article 17 .- Eclairage des installations .- - NEANT -

~~Le concessionnaire sera tenu d'éclairer ses installations pendant la nuit dans la mesure nécessaire pour permettre la surveillance des ouvrages phares~~

Article 18 .- Risques divers .-

Le concessionnaire répondra du risque d'incendie des installations, ouvrages et matériels concédés.

Il garantira l'Etat contre le recours des tiers.

Le concessionnaire devra exiger des usagers n'ayant pas adhéré aux polices qu'il aurait souscrites (article 33), qu'ils justifient d'une assurance particulière couvrant au moins les risques suivants :

- dommages causés aux ouvrages du port,
- renflouement et enlèvement de l'épave en cas de naufrage dans les limites du port ou dans les chenaux d'accès,
- dommages causés aux tiers à l'intérieur du port.

Une clause expresse devra spécifier que les polices d'assurances seront automatiquement résiliées dès la fin de la concession qu'elle qu'en soit la cause.

Article 19 .- Installations et services à réaliser par le concessionnaire .-

Le concessionnaire sera tenu d'aménager et d'entretenir sur le port :

1°) les installations nécessaires pour l'exploitation et le contrôle de cette exploitation comprenant au moins un local, où une permanence de gardiennage avec liaison téléphonique sera assurée.

~~2°) un câblé de signaux permettant la transmission à vive voix des renseignements météorologiques et un panneau d'affichage de ces renseignements;~~

~~3°) une distribution d'eau potable;~~

~~4°) des services sanitaires (WC, douches, etc.);~~

~~5°) des banches d'incendie;~~

2°) les installations nécessaires à la réception des ordures ménagères et des résidus (huile de vidange) ;

3°) un service de gardiennage des bateaux mis à la disposition des usagers qui en feraient la demande.

Article 19 bis .-

A défaut pour le concessionnaire de créer lui-même une station de sauvetage dont les caractéristiques seront agréées par l'Administration, chargée de la Marine Marchande, il sera tenu de mettre à la disposition de la Société Nationale de Sauvetage, ou de tout autre organisme agréé désigné par l'Administration, gratuitement et sans aucune charge, les infrastructures et les emplacements nécessaires au stationnement et au stockage des bateaux et autres matériels de sauvetage.

Article 20 .- Obligation des usagers .-

Les usagers devront employer aux opérations qui leur incombent le personnel nécessaire pour assurer la bonne utilisation du matériel conformément aux usages du port, faute de quoi ce matériel pourrait être immédiatement mis à la disposition du premier des Inscrits suivants qui sera en situation de les utiliser.

Les appareils ne pourront être employés que pour un objet différent de celui de leur utilisation normale. Toute avarie résultant de l'inobservation de cette prescription restera à la charge de l'usager.

Article 21 .- Suspension des opérations .- - NEANT -

~~Quand les agents du concessionnaire jugeront qu'il y a danger ou inconvénient à continuer de travailler avec les appareils ou quand ces appareils devront être déplacés par ordre des agents chargés de la police du port, les usagers devront immédiatement suspendre les opérations jusqu'à ce que tout soit remis en bon ordre, sans avoir droit à aucune indemnité, pour le cas où l'interruption de travail sera occasionnée par un défaut des appareils mis à leur disposition.~~

~~Mais dans aucun cas ils ne pourront que de temps pendant lequel ils auront pu faire usage de ces appareils.~~

Article 22 .- Règlement du port - Mesures de police - Consignes d'utilisation .-

Le concessionnaire sera soumis ~~d'un~~ <sup>à</sup> ~~part~~ <sup>aux</sup> ~~aux règlements généraux~~ du port ~~à l'intérieur duquel il peut se trouver et, d'autre part,~~ aux règlements particuliers qui sont pris pour l'exploitation du port de plaisance.

Des arrêtés réglementant l'usage des installations ~~et des appareils~~ dans l'intérêt de la sécurité publique, du bon ordre dans l'exploitation du port et du bon emploi des ouvrages publics, seront pris par le Préfet, le concessionnaire entendu. ~~Ces arrêtés pourront réserver l'accès de certaines parties des quais, plans ou usagers aux postes de manutention et de mouillage.~~

Le concessionnaire soumettra dans le délai de trois mois à l'Ingénieur en Chef chargé du contrôle, des consignes d'utilisation qui préciseront les conditions dans lesquelles les usagers des installations, ~~appareils~~ ou services de la concession pourront les utiliser.

Ces consignes devront préciser, <sup>de mouillage</sup> ~~en particulier~~ les conditions dans lesquelles pourront s'exercer les priorités ~~de mouillage~~ en faveur de la navigation d'escale, ainsi que la durée maximum de stationnement aux postes affectés à l'usage du public.

Elles pourront également fixer les limites d'utilisation des services et des installations ainsi que les règles à observer par les bateaux durant leur séjour au port (obstruction de la bouteille, condition d'amarrage, règles pour la manoeuvre des voiles, etc...).

Ces consignes seront portées à la connaissance des usagers et du public par voie d'affiches apposées à proximité des installations et ouvrages concédés notamment aux endroits qui seront indiqués par les Ingénieurs chargés du contrôle de la concession.

Elles seront imprimées et diffusées aux frais du concessionnaire qui sera tenu d'en délivrer à l'Administration le nombre d'exemplaires demandés par celle-ci.

Elles seront renouvelées chaque fois qu'il sera nécessaire.

Article 23 .- Mesures de détail .-

Les mesures de détail relatives à l'application du présent cahier des charges, en ce qui concerne notamment les obligations respectives du concessionnaire et des personnes qui feront usage de ses installations ~~et appareils~~ ainsi que les mesures de détail relatives à l'application des tarifs, seront arrêtées par le Préfet, le concessionnaire entendu.

Article 24 .- Agents du concessionnaire .-

Le concessionnaire devra assurer la surveillance des installations et le fonctionnement des services et du matériel dans les conditions suivantes

La nomination de tous les membres du personnel de la concession et leur affectation devront être communiquées au Directeur Départemental de l'Equipe- ment chargé du contrôle de la concession. ~~Ce personnel, au moins, devra posséder les brevets de maître nageur, sauveteur ou de secouriste de la protection civile.~~

Le concessionnaire ne pourra affecter à la surveillance que les agents commissionnés et assermentés devant le tribunal de grande instance dans les conditions prévues pour les gardes particuliers ; ils devront porter d'une façon apparente les signes distinctifs de leur fonction.

Article 25 .- Sous-traités .-

Le concessionnaire pourra, avec le consentement du Ministre de l'Equipe- ment et du Logement, confier à des entrepreneurs agréés par lui, l'exploitation de tout ou partie de ses installations ~~et appareils~~, et la perception des taxes fixées par le tarif ; mais, dans ce cas, il demeurera personnellement responsable, tant envers l'Etat qu'envers les tiers, de l'accomplissement de toutes les obligations que lui impose le présent Cahier des Charges.

Article 26 .- Amodiation de longue durée .-

- NEANT -

~~Les amodiations délivrées suivant les règles précisées à l'article 2 du présent Cahier des Charges seront accordées par le concessionnaire.~~

Elles seront en principe réservées :

- soit à l'installation d'activités commerciales en rapport avec l'utilisation du port de plaisance telles que vitrines-expositions, journaux-librairies, tabacs, souvenirs, coiffeurs-soins de beauté, massages-saunas, restaurants, bars-dancings, piscines, cours de culture physique, natation, bureau de tourisme, jeux de société, ship-chandler, ~~notariste~~, station-service.
- soit dans la limite d'un pourcentage maximum de                      aux particuliers notamment à ceux qui ont participé au financement des installations ; les postes d'accostage qui seront amodiés aux particuliers pourront être mis à titre précaire et immédiatement révocable, à la disposition des usagers lorsque l'autorité chargée de la police du port aura constaté que cette mesure est justifiée par l'occupation de tous les emplacements non réservés et peut être prise en raison d'une absence suffisamment prolongée du bénéficiaire de l'amodiation.
- soit enfin dans la limite d'un maximum de                      à des organisations ~~sportives ou touristiques agréées.~~

~~Les conditions de ces amodiations seront déterminées dans des modèles de contrats proposés par le Préfet et soumis à l'agrément du ministre de l'Equipement.~~

~~En aucun cas leur durée ne pourra excéder la date d'expiration de la concession.~~

Article 27 - contrôle de l'exploitation -

L'exploitation des installations et appareils concédés sera faite sous le contrôle des Ingénieurs des Ponts et Chaussées.

TITRE IV.

Tarifs.

Article 28 -

Outre les redevances d'Equipement qui peuvent être instituées conformément aux dispositions de la loi n° 67.1175 du 28 décembre 1967 portant réforme du régime relatif aux droits de port et de navigation, les taxes qui seront perçues pour l'usage d'installations et appareils seront celles du barème annexé au présent cahier des charges.

Les taxes qui seront perçues pour les amodiations seront celles du barème annexé au présent cahier des charges.

La modification des taxes <sup>d'usage et d'amodiations</sup> sera opérée selon la procédure prévue à l'article 1er - II - 2 du décret n° 70.1114 du 3 décembre 1970.

Article 29 - Application du tarif -

- NEANT -

~~Les taxes pour l'usage des appareils seront dues par celui qui en aura fait la demande.~~

Lorsqu'un appareil sera donné en location à l'heure ou la demi-journée, toute demi-journée commencée sera due ; néanmoins, l'appareil sera retirée par les agents du concessionnaire dès que le travail sera terminé.

Les demi-journées commenceront à midi et à minuit, précédant immédiatement l'occupation et se termineront à midi ou à minuit suivant immédiatement le départ.

Les journées commenceront à midi précédant immédiatement l'occupation et se termineront à midi suivant immédiatement le départ.

Les redevances calculées pour une semaine s'appliqueront à une durée de sept jours consécutifs ; pour un mois, à une durée de trente jours consécutifs.

Certains tarifs pourront donner lieu à un abonnement ouvrant droit à une réduction.

.../...

Article 50 - Redevance d'amodiation -      - NEANT -

~~Pour les amodiations de longue durée, les redevances seront~~  
payées par trimestre et d'avance.

Pour les amodiations accordées en raison de la participation à  
la construction des ouvrages, la redevance sera versée en une seule fois dans  
~~les deux mois qui suivront la notification de la décision.~~

Article 51 - Application des tarifs particuliers à certaines installations de  
la concession -

- NEANT -



Article 32 - services accessoires -

En dehors des taxes dont le montant est déterminé dans les conditions de l'article 28 ci-dessus, le concessionnaire pourra percevoir des taxes rémunérant des services accessoires non prévues au présent cahier des charges, et dont il sera autorisé à se charger dans l'intérêt de la bonne exploitation.

La fixation et la modification des taxes perçues pour ces services accessoires s'effectueront comme en matière de modification des taxes visées à l'article 28 précédent.

Article 33 - Assurances -

Les frais d'assurances en cas d'incendie, d'avarie, de perte, de vol, etc... ne sont pas compris dans les taxes.

Le concessionnaire pourra passer avec les compagnies d'assurances des contrats dont les usagers pourront profiter, sur leur demande et à la charge par eux de payer les primes correspondantes ; le texte de la police sera tenu à leur disposition.

Article 34 - Paiement des taxes -

Les taxes à la charge des bateaux devront être payées d'avance pour la période demandée par l'usager et régularisées ensuite pour la période d'occupation qui aura été autorisée.

Dans le cas de non paiement des taxes dues à l'échéance réglementaire, le concessionnaire pourra notifier au propriétaire une mise en demeure pour s'acquitter de sa dette dans un délai de quinzaine.

Cette notification sera faite à la personne ayant demandé l'usage d'ouvrages ou installations de la concession, en son absence, à la personne qu'il aura désignées comme son représentant local, et à défaut, à la mairie de la commune où est situé le port.

A l'expiration du délai fixé à la mise en demeure, si l'usager ne s'est pas acquitté de sa dette, le concessionnaire pourra solliciter du tribunal l'autorisation de faire enlever d'urgence le bateau pour le placer aux frais, risques et périls de son propriétaire, à tel emplacement qu'il jugera bon sans préjudice des dommages qui pourraient être réclamés du fait de la non observation de cet article.

Au montant des taxes à payer s'ajouteront, le cas échéant, les dépenses exposées par le concessionnaire pour la conservation du bateau et le recouvrement d'office des taxes dues.

Sauf les cas d'urgence prévus à l'alinéa 2 de l'article 14 ci-dessus tout usager responsable de difficultés dans le règlement des dettes contractées pour l'usage des installations concédées, pourrait ultérieurement se voir refuser l'usage de ces installations.

.../...



Article 35 - Tarifs spéciaux -

Le concessionnaire pourra s'il le juge convenable, pratiquer des tarifs inférieurs aux valeurs déterminées dans les conditions les articles 28 et 32, notamment dans la forme des tarifs d'abonnement.

Article 36 - Publicité des tarifs -

Les tarifs en vigueur seront portés à la connaissance du public au moyen d'affiches apposées d'une manière très apparente, le plus près possible des installations et appareils, et aux endroits qui seront indiqués par les Ingénieurs.

Le Concessionnaire sera responsable de la conservation de ces affiches et les remplacera en cas de besoin.

Article 37 - Perception des taxes -

La perception devra être faite d'une manière égale pour tous, sans aucune faveur. Toute convention contraire sera nulle de plein droit.

Toutefois, cette clause ne s'appliquera pas aux traités qui interviendraient entre le concessionnaire et l'administration dans l'intérêt des services publics.

Les perceptions seront constatées par un registre à souches, avec indication détaillée, sur la souche comme sur le reçu détaché, de toutes les sommes perçues. Ce registre sera présenté à toute réquisition, aux Ingénieurs du port qui en contrôleront la tenue.

Article 38 - Registre des réclamations -

Il sera tenue dans les dépendances du port, un registre destiné à recevoir les réclamations des personnes qui auraient des plaintes à formuler soit contre le concessionnaire soit contre ses agents ; les résultats de l'instruction faite par les Ingénieurs sur chaque plainte y seront transcrits.

Ce registre sera coté et paraphé par les Ingénieurs ; il sera présenté à toute réquisition du public.

Dès qu'une plainte y aura été inscrite, le concessionnaire en avisera les Ingénieurs.

.../...

TITRE V.

Affectation des recettes et révision des tarifs.

---

Article 39 - Comptes annuels -

Les recettes du port, d'une part, les dépenses correspondantes d'autre part, feront l'objet d'un compte spécial établi chaque année par le concessionnaire qui devra être arrêté avant le 31 mars de l'année suivante et qui sera transmis à l'Ingénieur en Chef chargé du contrôle en vue de son approbation par le Ministre de l'Equipement et du Logement.

Article 40 - Emploi des taxes -

Le produit des taxes sera exclusivement employé, par ordre de priorité :

- 1° ) - à solder les dépenses relatives à l'exploitation et à l'entretien des installations et appareils ;
- 2° ) - à solder les dépenses relatives au remplacement, après usure, des ouvrages fixes ~~et du matériel~~ ;
- 3° ) à assurer le service de l'intérêt et de l'amortissement des emprunts contractés pour l'établissement de l'outillage qui fait l'objet de la présente concession, ~~concurrentement~~, s'il y a lieu, avec les autres recettes du concessionnaire régulièrement affectées à l'amortissement desdits emprunts ;
- 4° ) - à constituer un fonds de réserve suffisant pour mettre le concessionnaire en mesure de satisfaire ses obligations, de supporter les responsabilités qui lui incombent et de perfectionner l'outillage. Ce fonds de réserve cessera de s'accroître lorsqu'il aura atteint une valeur maxima fixée par le ministre de l'Equipement et du Logement.

Article 41 - Révision des tarifs -

Dans le cas où le montant des recettes de la concession viendrait à dépasser sensiblement les besoins de celle-ci et si le concessionnaire dûment mis en demeure ne propose pas les abaissements de tarifs nécessaires pour ramener le produit moyen des taxes à un chiffre voisin du montant des dépenses prévu à l'article 40, les taxes seront réduites par un arrêté du Ministre chargé des Ports Maritimes et des Voies Navigables et du Ministre de tutelle.

Lorsque le produit des taxes sera insuffisant pour faire face aux dépenses prévues aux paragraphes 1 et 2 de l'article 40 ci-dessus et pour constituer le fonds de réserve ou lorsque le produit net, joint aux autres ressources affectées au paiement de l'intérêt et de l'amortissement des emprunts contractés pour les besoins de la concession, sera insuffisant pour assurer le service desdits emprunts, il sera procédé au relèvement des taxes par arrêté du Ministre chargé des ports et du Ministre de Tutelle.

Article 42 - Impôts -

Le concessionnaire supportera seul la charge de tous les impôts et notamment de l'impôt foncier auxquels seraient ou pourraient être assujettis la concession et ses dépendances.

Le concessionnaire sera tenu, en outre, le cas échéant, de souscrire lui-même la déclaration de construction nouvelle prévue par l'article 9 de la loi du 8 août 1890 pour bénéficier s'il y a lieu de l'exonération temporaire des impôts fonciers.

Article 43 - Redevance domaniale - fonds de concours -

Le concessionnaire paiera à la caisse de M. le Receveur des Domaines de **CHALLANS** : d'avance, le 1<sup>er</sup> janvier de chaque année la somme de                    francs, redevance due pour l'occupation des terrains du domaine public sur lequel seront établis les ouvrages, appareils et leurs dépendances.

La redevance sera révisable chaque année dans les conditions prévues par l'article L 33 du Code du Domaine de l'Etat.

Le droit fixe de 50 F., établi par l'article L. 29 du Code du Domaine de l'Etat sera payable en même temps que le premier terme de la redevance.

~~Le concessionnaire fournira en outre à l'Etat, le 1<sup>er</sup> janvier de chaque année un fonds de concours fixé par le Ministre de l'Equipe-  
ment et du Logement en remboursement pour l'année en cause des traitements et toutes  
charges annexes du personnel indiqué ci-après chargé d'assurer la police d'ex-  
ploitation du port :~~

## TITRE VI.

### Durée de la concession - retrait - modification des installations -

#### Article 44 .- Durée de la concession .-

La durée de la concession est fixée à 50 ans, à partir du 1er janvier suivant la date de l'acte de concession.

#### Article 45 .- Reprise des installations et appareils en fin de concession .-

A l'expiration du délai fixé à l'article précédent et par le seul fait de cette expiration, l'Etat se trouvera subrogé à tous les droits du concessionnaire.

Il entrera immédiatement en possession des installations, des appareils, de leurs accessoires, de toutes leurs dépendances immobilières, des objets mobiliers et approvisionnements nécessaires à l'exploitation du service ou au fonctionnement des installations et appareils, enfin du fonds de réserve ; il percevra, à dater du même jour, tous les produits de la concession.

#### Article 46 .- Retrait de la concession .-

A toute époque, l'Etat aura le droit de retirer la concession, à charge par lui de pourvoir au paiement des annuités restant à courir pour l'intérêt et l'amortissement des emprunts affectés à l'établissement de l'outillage et de supporter toutes les dépenses régulièrement engagées qui se rattacheront à l'administration du service.

Ce retrait aura les mêmes effets que la reprise visée à l'article précédent.

L'Etat sera tenu de se substituer au concessionnaire pour l'exécution de tous les engagements normalement pris par lui pour l'exécution du service, et de continuer à assurer ce service jusqu'à ce que la suppression des installations ait été prononcée, s'il y a lieu, dans les formes prévues au dernier paragraphe de l'article 48 ci-après.

#### Article 47 .- Interruption de service .-

Dans le cas d'interruption partielle ou totale des services confiés au concessionnaire, l'Administration prendra immédiatement les mesures nécessaires pour assurer provisoirement la marche de ces services, aux frais, risques et périls du concessionnaire.

Faute par celui-ci, dûment mis en demeure, de pourvoir à la reprise des services dans les délais à lui impartis, il sera procédé soit au retrait de la concession, comme il est dit à l'article précédent, soit à la suppression des installations comme il est dit ci-dessous à l'article 48.

Article 48 .- Suppression partielle ou totale des installations .-

Dans le cas où à une époque quelconque, le Ministre de l'Equipement et du Logement statuant, le concessionnaire entendu, reconnaîtrait qu'il est nécessaire dans l'intérêt public, de supprimer, soit momentanément, soit définitivement, une partie de ses installations, le concessionnaire, sur sa réquisition, devrait évacuer les lieux et les remettre dans leur état primitif.

Faute par lui de se conformer à cette obligation dans le délai qui aurait été fixé, il sera procédé d'office à l'exécution des travaux nécessaires.

S'il s'agissait d'installations dont la suppression entraînerait celle de tout ou partie des services assurés par le concessionnaire, cette suppression serait prononcée dans les formes suivies pour la concession, à moins qu'elle ne résulte de travaux déclarés d'utilité publique par une loi ou par un décret. L'Etat devrait, dans ce cas, assurer le service de la partie des emprunts contractés par le concessionnaire qui correspondrait aux dépenses d'établissement des installations supprimées, à moins de convention contraire.

TITRE VII.

Clauses diverses.

Article 49 .- Notifications administratives .-

Le concessionnaire devra avoir un bureau situé à proximité des quais et faire choix, s'il en est requis, d'un agent qui logera dans le bâtiment affecté audit bureau.

Cet agent aura qualité pour recevoir, au nom du concessionnaire toutes les notifications administratives.

Article 50 .- Etablissement de nouvelles installations .-

Si l'Administration, usant de la faculté qu'elle s'est réservée à l'article 2 ci-dessus, autorise l'établissement de nouvelles installations et de nouveaux services, le concessionnaire devra laisser les propriétaires de ces installations user des aménagements réalisés par lui, à la condition qu'ils contribuent, dans une juste mesure, aux frais d'établissement et d'entretien desdits aménagements.

Les engins ainsi établis devront être disposés et exploités de manière à ne pas gêner la manoeuvre des appareils du premier concessionnaire.

En cas de désaccord sur le principe de l'établissement de nouvelles installations ou sur l'exercice de l'usage commun des voies, il sera statué par le Ministre de l'Equipement et du Logement, le concessionnaire entendu.

En cas de désaccord sur le partage des frais relatifs aux installations utilisées en commun, il sera statué par voie d'arbitrage, chacune des parties désignant un arbitre et le troisième arbitre étant désigné par le Président du Tribunal administratif.

Article 51 .- Emplois réservés .-

En conformité des lois et règlements actuellement en vigueur, le concessionnaire devra réserver aux anciens militaires, à leurs veuves et à leurs orphelins, remplissant les conditions prévues par ces lois et règlements, un certain nombre d'emplois, ainsi qu'il est indiqué au tableau annexé au présent Cahier des Charges. Il se conformera à cet effet aux dispositions édictées pour l'application des lois dont il s'agit.

Article 52 .- Etats statistiques de l'exploitation .-

Le concessionnaire sera tenu de remettre aux Ingénieurs du port, dans les trois premiers mois de chaque année, un compte rendu statistique de l'exploitation, établi conformément à un modèle qui sera arrêté par le Ministre de l'Equiperment et du Logement.

Article 53 .- Frais d'impression et de publication .-

Les frais d'impression et de publication au Journal Officiel du présent Cahier des Charges et des pièces annexées seront supportés par le concessionnaire.

